

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

4<sup>ème</sup> Division - 1<sup>er</sup> Bureau

Loi du 19 Décembre 1917

**ETABLISSEMENTS DANGEREUX  
INSALUBRES OU INCOMMODES**

N° 4 122/61  
2<sup>ème</sup> classe

VU

La loi du 19 décembre 1917 modifiée par les lois du 20 Avril 1932 -  
21 Novembre 1942 et 31 Mars 1955

Le décret du 17 décembre 1918 sur la réglementation des Etablisse-  
ments dangereux, insalubres ou incommodes

Le décret du 24 décembre 1919 modifié par le décret du 20 Mai 1953  
portant réglementation publique pour l'application des articles 5 et 7 de la  
loi du 19 décembre 1917

L'instruction Ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des  
eaux résiduelles par les établissements classés comme dangereux, insalubres  
ou incommodes.

L'arrêté préfectoral du 28 janvier 1954 déterminant, en application  
de l'article 18 de la loi du 19 décembre 1917, les prescriptions générales à  
imposer aux industries rangées dans la 3<sup>ème</sup> classe.

La demande présentée par M. BOULAY agissant en qualité de Président  
Directeur Général de la Société BOULAY-MERVILLE & Cie, siège social 19 rue Pas-  
teur à PARIS 11<sup>ème</sup> à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter à BOURRON-  
MARLOTTE dans les anciens Etablissements BOULLAND, une usine de fabrication de  
ressorts et de pièces mécaniques.

Les plans fournis à l'appui de cette requête.

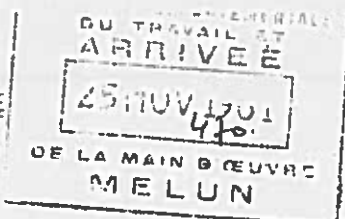
Le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo dressé conformément  
à la loi du 19 décembre 1917.

Les rapports de MM. l'Inspecteur Principal du Travail et le Directeur  
Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre en date des 21 août 1961 et  
8 novembre 1961.

L'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa  
séance du 8 novembre 1961.

.../...

*l'Inspecteur des Ets Classés*



REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE D'AUTORISATION

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Commandeur de la Légion d'Honneur

A R R E T E :

=====

TITRE 1er

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1er. - La Société BOULAY-MERVILLE, siège social 19, rue Pasteur à PARIS 11 est autorisée à exploiter à BOURRON-MARLOTTE dans les anciens Etablissements BOULLAND une usine de fabrication de ressorts et de pièces mécaniques (établissement de 2ème classe) sous réserve de l'observation des prescriptions suivantes :

Les presses seront aménagées de telle sorte que leur emploi ne soit une cause de gêne pour le voisinage telle que : bruit, trépidation, etc.....

En ce qui concerne les activités reprises par les numéros de la nomenclature annexée à la loi du 19 décembre 1917 à savoir :

- 251 - 2° - dégraissage au trichloréthylène
- 261 - 2° - travail des métaux par pression sans choc mécanique
- 282 - travail des métaux : décolletage, moulage, etc....
- 283 - trempe, recuit ou revenu des métaux.

Les prescriptions générales imposées par les arrêtés préfectoraux des 28 janvier 1934 et 30 avril 1939 pris en application des articles 5 et 17 de la loi du 19 décembre 1917 seront rigoureusement observées (textes joints).

## TITRE II

### HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

**ARTICLE 1er.** - DISPOSITIONS GENERALES : Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 2.** - Les conditions ci-dessus devront être réalisées dès la mise en fonctionnement de l'établissement qui ne pourra dépasser le délai de deux ans, à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation sera périmée si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai fixé ci-dessus ou n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure (art. 16 de la loi du 19 Décembre 1917).

**ARTICLE 3.** - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus-indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue ou retirée sans indemnité (art. 11 de la loi).

**ARTICLE 4.** - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage et du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire qui doit être faite préalablement aux changements projetés (art. 26 de la loi).

**ARTICLE 5.** - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (art. 12 de la loi).

**ARTICLE 6.** - Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par  
M. le **Maire de BOURRON-MARLOTTE** Un extrait énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la Mairie et insérée par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité sera adressé à la Préfecture dans le moindre délai.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à  
**M le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre,**  
Inspecteur des Etablissements Classés chargé de vérifier si les conditions ci-dessus indiquées ont été remplies exactement.

MELUN, le 23 NOV. 1961



Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Signé : J. SOLIER